



COMMUNIQUÉ DU « SCIENCE20 »

G20 INDONESIE 2022

**SE RELEVER ENSEMBLE
SE RELEVER PLUS FORTS**

Résumé exécutif

Le « Science20 » (ou S20, regroupant les Académies des sciences des pays du G20 et organismes apparentés) recommande aux gouvernements du G20 de relever les défis liés aux questions prioritaires qui couvrent : la mise en place de systèmes de santé résilients, le renforcement de la capacité d'adaptation des systèmes de santé au changement climatique, le renforcement de la science et de la technologie multidisciplinaires pour la préparation aux pandémies et le changement climatique, la garantie que les personnes sont au centre des actions entreprises, et le renforcement du lien entre les données, la recherche, les politiques et les pratiques pour le changement climatique, la préparation aux pandémies et la reprise économique. Le S20 recommande les mesures d'action suivantes :

1. Assurer au niveau mondial une coordination par l'OMS pour la mise en œuvre des actions proposées, afin de garantir l'alignement sur les initiatives de santé mondiales pertinentes.
2. Atténuer la contribution des soins de santé à l'émission de gaz à effet de serre et au changement climatique, tout en améliorant la qualité des soins de santé et la résilience.
3. Améliorer la voie vers un système de santé plus durable, résilient et efficace, ce qui devrait inclure l'élaboration de mesures d'adaptation à l'initiative des pays pour des systèmes de santé forts et équitables, alignés sur les priorités nationales, et l'engagement des communautés locales et internationales.
4. Tirer parti des progrès techniques, en particulier des technologies de l'information et de la communication, en s'appuyant sur des systèmes d'énergie propre/renouvelable adaptés aux conditions locales, notamment en développant la médecine préventive, les soins de télésanté et la connaissance de la santé communautaire pour éviter de surcharger les systèmes de santé essentiels et répondre aux besoins des consommateurs.
5. Renforcer le développement technologique qui contribue de manière significative à la réalisation des objectifs de développement durable en matière d'utilisation des ressources énergétiques renouvelables, de construction de systèmes d'approvisionnement en eau dans les villes et d'infrastructures publiques durables, de gestion durable des ressources naturelles, d'augmentation de l'alimentation saine grâce à une production alimentaire durable, et de production de matériaux et de produits respectueux de l'environnement.
6. Augmenter le soutien financier actuellement minime pour l'adaptation de la santé, étendre les projets multilatéraux de financement du climat et développer des incitations financières appropriées.
7. Renforcer la collaboration multidisciplinaire en intensifiant la recherche sur la préparation aux pandémies et le changement climatique entre les multiples parties prenantes, dans l'intérêt de la population, de la planète et de la prospérité de toutes les parties.
8. Encourager les pratiques d'ouverture des données pour améliorer la collaboration et le transfert de connaissances entre les membres du G20, ce qui devrait s'accompagner d'une politique et d'une éthique solides en matière de données.
9. Encourager le partenariat mutuel pour soutenir l'action climatique, reconnaître l'importance d'une transition juste vers une économie à faible émission de carbone permettant une transition énergétique équitable et juste pour de nombreux pays, soutenue par une politique énergétique appropriée et des incitations financières par des approches basées sur le marché.
10. Exiger des membres du G20 qu'ils s'engagent à soutenir la coopération scientifique et technologique et à en élargir l'accès entre les pays membres. Le partage du soutien financier, des connaissances et des technologies entre les membres du G20 est considéré comme un mécanisme permettant de réaliser ces engagements, afin que personne ne soit laissé pour compte.

11. Assurer la durabilité et la résilience de nos sociétés et de la planète, en garantissant que toutes les personnes soient au centre des actions entreprises, en particulier les personnes en situation de vulnérabilité dans l'architecture mondiale de la santé et la transformation de l'économie numérique.
12. Égaliser les disparités d'accès, accroître les efforts pour intégrer les sciences sociales et humaines dans toutes les décisions de politique publique concernant les personnes, garantissant ainsi que les personnes soient au centre.
13. Favoriser l'adoption de politiques fondées sur des données probantes en renforçant la volonté et le leadership politiques et en mettant en place une conception institutionnelle pour faciliter l'échange d'informations scientifiques pour les décideurs.
14. Faire participer toutes les parties prenantes, y compris le public et les communautés locales, garantir la transparence et l'accès à la disponibilité et à la traductibilité des données, tant locales que mondiales, sous diverses formes, y compris numériques, afin de suivre et d'évaluer l'élaboration des politiques fondées sur des données scientifiques.

Les voies à suivre pour relever les défis actuels et émergents

1. Nous notons que le changement climatique et la pandémie de COVID-19 sont des menaces existentielles dont les causes interagissent de manière complexe. Toutes deux entraînent des conséquences imprévisibles et sans précédent. Il existe des parallèles entre l'échelle et la portée de leurs impacts et les réponses que ceux-ci suscitent. La compréhension des facteurs communs, des vulnérabilités couplées et des critères de réponses efficaces aidera les sociétés du monde entier à se préparer aux menaces futures du changement climatique et des pandémies imprévisibles.

2. Malgré les avertissements de la communauté scientifique sur les risques de pandémies, le monde est resté largement non préparé à la crise actuelle, et les mesures prises contre le changement climatique sont insuffisantes. De nombreuses raisons expliquent la multitude de réponses apportées à la pandémie au niveau local. La résilience des citoyens et leur capacité à résister et à répondre à des crises imprévues doivent être améliorées, en réformant les régimes et les politiques de protection sociale pour qu'ils soient plus adaptables, plus anticipatifs et plus ajustables. Cela peut se faire par le biais d'une protection sociale et d'une politique adaptatives. Il est nécessaire que les gouvernements, avec un fort soutien du secteur privé, apportent le soutien nécessaire. Afin d'accroître la motivation du secteur privé, les incitations publiques et les activités de responsabilité sociale des entreprises peuvent être accélérées. Néanmoins, le système politique et la capacité à gérer correctement la pandémie, les politiques et les décisions publiques dépendent fortement de la disponibilité d'analyses de données scientifiques.

3. Pour reconstruire les économies du G20 après la pandémie de COVID-19, nous devons avoir la capacité et la volonté de reconsidérer le type d'activités économiques mondiales dont nous avons besoin pour un avenir durable. Une transition verte réalisable et abordable, attentive aux modes de vie et aux pratiques spécifiques ou uniques aux différentes situations locales, est essentielle pour atténuer le changement climatique et les crises environnementales. Un partenariat de qualité pour une nouvelle ère devrait également être renforcé pour un développement mondial plus fort, plus vert et plus sain. Ce redressement systémique ne peut aller de l'avant que si les décideurs sont guidés par une vision, une politique et une stratégie claires, impliquant les secteurs public et privé dans : la stimulation de la productivité ; l'investissement dans les infrastructures ; l'atteinte d'émissions nettes de gaz à effet de serre nulles ; et la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme 2030 pour les objectifs de développement durable.

4. Dans le secteur de l'éducation, il est essentiel de réimaginer et de repenser pour mieux construire l'avenir. Les principes de l'initiative « Futurs de l'éducation » de l'UNESCO soulignent l'importance de la reprise après le COVID-19. La pandémie a révélé de nombreux problèmes et opportunités potentiels. Les gouvernements et les communautés peuvent améliorer l'éducation et la base de connaissances des jeunes générations, des élèves de l'école primaire aux étudiants universitaires, et des personnes de tous âges et de tous les segments de la société. Pour relever les défis de l'éducation, il faut privilégier des approches multidimensionnelles, interconnectées et holistiques.

5. Le sommet du G20 de 2022 promeut le thème "Se relever ensemble, se relever plus forts", avec l'intention de développer des plans d'action concrets pour une reprise économique mondiale verte, inclusive, résiliente et durable après la pandémie de COVID-19. Les trois piliers du sommet du G20 qui visent à atteindre les objectifs d'un avenir optimal pour l'humanité sont : l'architecture mondiale de la santé, la transformation de l'économie numérique et la transition énergétique.

6. Nous, le groupe S20, recommandons aux gouvernements du G20 de s'efforcer de parvenir à une croissance durable et inclusive dans le monde entier et de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie. Les recommandations relatives aux défis à relever dans les domaines prioritaires sont les suivantes : mise en place de systèmes de santé résilients, renforcement de la capacité d'adaptation des systèmes de santé au changement climatique, soutien à la science et à la technologie multidisciplinaires pour la préparation aux pandémies et au changement climatique, garantie de la place centrale des personnes et renforcement du lien entre les données, la recherche, les politiques et les pratiques en matière de changement climatique, de préparation aux pandémies et de reprise économique.

CONSTRUIRE DES SYSTÈMES DE SANTÉ RÉSILIENTS

7. La pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable sur tous les domaines de la société, entraînant un recul des progrès en matière de santé et des efforts pour atteindre la couverture sanitaire universelle. La réorientation des ressources du système de santé vers la prise en charge du COVID-19 a entraîné une perturbation des services de santé essentiels. De nouveaux obstacles à l'accès aux soins, tels que les restrictions de mouvement, la réduction de la capacité de paiement et la peur de l'infection, ont posé des défis supplémentaires et sans précédent. En tant que première pandémie majeure à la fois à l'ère de l'information et de la communication numériques et à l'ère de la médecine moléculaire, le COVID-19 fournit des enseignements majeurs que nous devons prendre en compte. Nous devons être proactifs sur les fronts de la politique, de la communication, de l'éducation et de la science. Le fait d'avoir trop misé sur la réaction aux événements au fur et à mesure qu'ils se produisent, plutôt que sur la prévention et la préparation, a laissé les pays non préparés à faire face en temps voulu à une crise mondiale de cette rapidité et de cette ampleur. Malheureusement, la pandémie a également touché plus durement les populations vulnérables et exacerbé davantage les inégalités préexistantes. Cela peut et doit changer si, dans notre monde interconnecté et interdépendant, l'humanité veut avoir un avenir radieux. L'expérience du COVID-19 est un signal d'alarme : les systèmes de santé et toutes les infrastructures essentielles aux niveaux mondial, régional et national doivent être considérablement améliorés pour fournir un filet de sécurité face aux menaces existentielles imminentes. Les défis évidents sont les pandémies et le changement climatique. Le redressement après une pandémie et la préparation de la prochaine offrent l'occasion d'apporter des changements aux systèmes de santé et autres qui contribuent à résoudre les problèmes liés au changement climatique. La transformation du système de santé s'inscrirait dans le cadre de l'amélioration de la préparation et de la réaction mondiales, qui profiterait à toutes les couches de la société. Les infrastructures sanitaires, sociales, éducatives et économiques sont irrémédiablement liées.

8. Nous, le groupe du S20, recommandons les mesures d'action suivantes en ce qui concerne cette question.

9. L'OMS devrait coordonner au niveau mondial la mise en œuvre des actions proposées, afin de s'aligner sur les initiatives sanitaires mondiales pertinentes, telles que le plan d'action conjoint "Une seule santé". Il convient de promouvoir des dispositions institutionnelles essentielles, telles que : des réseaux de centres d'excellence internationaux favorisant des réponses plus rapides aux crises mondiales interdépendantes ; l'augmentation du flux et de la rapidité du partage des informations et des données au sein des pays et entre eux ; l'augmentation de la capacité de réponse au sein des pays pour faire face aux crises émergentes. Le secteur de la santé peut lui-même faire davantage pour atténuer ses contributions aux gaz à effet de serre (GES) et au changement climatique tout en améliorant la qualité des soins de santé et la résilience. S'attaquer à la pandémie et au changement climatique et améliorer l'état de préparation en élaborant une stratégie appropriée pourrait inclure les éléments suivants :

- Un système d'alerte à la pandémie qui permet à toutes les institutions et autorités de recherche d'accéder immédiatement aux informations pertinentes, en respectant une politique et une éthique strictes en matière de partage des données ;
- Des installations pour la production de vaccins et de médicaments sur tous les continents, pouvant être rapidement mises en production en cas de pandémie ;
- Des chaînes d'approvisionnement sécurisées pour les matériaux et la production liés à la médecine sur plusieurs sites dans le monde ;
- Un personnel médical bien formé, un programme d'enseignement mondial pour les unités de santé et des mesures pour soulager l'épuisement professionnel du personnel médical en réponse à une pandémie ;
- L'expansion du réseau de surveillance de la santé publique et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour aller au-delà des limites des enquêtes épidémiologiques.

RENFORCER LA CAPACITÉ D'ADAPTATION DES SYSTÈMES DE SANTÉ AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

10. Le changement climatique aura un impact croissant sur la santé et le bien-être de l'humanité et de l'environnement. Les conditions changeantes vont étendre les habitats favorables aux vecteurs de parasites et autres agents pathogènes, exacerber la résistance aux antimicrobiens et accroître le risque de zoonose, ce qui rendra encore plus urgente la mise en œuvre de l'approche "Une seule santé". Ils provoqueront également des perturbations dans la production et la distribution alimentaires, exacerbant l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition. La charge des soins de santé liée aux maladies transmissibles et non transmissibles, y compris la santé mentale, s'en trouvera accrue. Si l'on ne reconnaît pas et ne traite pas ce problème, le redressement sera plus douloureux et plus coûteux. Par conséquent, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci doivent être intégrées dans tous les plans de reprise après une pandémie, y compris dans le secteur de la santé.

11. Toutes les populations sont vulnérables ; toutefois, les répercussions tendent à être plus graves pour les pauvres, qui souffrent souvent déjà d'un mauvais assainissement et d'un accès limité à

l'eau potable, à une alimentation saine, à l'énergie et aux transports. En outre, peu de pays intègrent actuellement les informations météorologiques et climatiques dans leurs systèmes de surveillance des maladies sensibles au climat ou dans leurs systèmes d'alerte précoce en matière de santé.

12. Il est possible de tirer parti d'un large éventail de technologies pour créer, développer et contrôler l'efficacité des soins de santé et la contribution du secteur de la santé à la promotion d'un développement durable sur le plan social et écologique, notamment en améliorant et en garantissant le respect des mesures d'adaptation et d'atténuation environnementales au sein du système de santé. Pour réaliser ce potentiel, il est nécessaire de mieux faire accepter l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les soins de santé et de renforcer les capacités dans ce domaine.

13. Nous, le groupe du S20, recommandons les mesures d'action suivantes.

14. La voie vers un système de santé plus durable, plus résilient et plus efficace devrait inclure l'élaboration de mesures d'adaptation à l'initiative des pays pour des systèmes de santé forts et équitables, alignés sur les priorités nationales et impliquant les communautés locales et internationales. L'amélioration de l'accès à l'assainissement et à l'eau potable, à des régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables, à des énergies propres et durables et aux transports, peut réduire considérablement la pauvreté et améliorer la santé et le bien-être. Des mesures telles qu'un aménagement urbain/spatial approprié, une couverture sanitaire universelle et des filets de sécurité sociale peuvent réduire davantage la charge des maladies évitables, permettant ainsi aux systèmes de santé de faire face à l'augmentation de la charge des maladies liée au changement climatique. Les moyens spécifiques permettant de renforcer la capacité d'adaptation des systèmes de santé sont notamment les suivants :

- Tirer parti des progrès techniques, en particulier des technologies de l'information et de la communication, en s'appuyant sur des systèmes d'énergie propre/renouvelable adaptés aux conditions locales, notamment pour développer la médecine préventive, les soins de télésanté et la connaissance de la santé communautaire afin d'éviter de surcharger les systèmes de santé essentiels et de répondre aux besoins des consommateurs ;
- Améliorer les systèmes d'alerte précoce et la préparation des services de santé et de la logistique de l'approvisionnement médical pour réagir aux cas d'urgence, en particulier dans les zones reculées ;
- Accroître la collaboration multisectorielle/multi-niveau en matière de politique de santé et de changement climatique ;
- Augmenter le soutien financier actuellement minime pour l'adaptation de la santé, étendre les projets multilatéraux de financement du climat et développer des incitations financières appropriées.

RENFORCER LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE PLURIDISCIPLINAIRES POUR LA PRÉPARATION AUX PANDÉMIES ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

15. La prévention, la préparation et la réponse à une crise sanitaire mondiale telle que les pandémies et le changement climatique nécessitent des approches multisectorielles et multidisciplinaires qui engagent différents secteurs et acteurs tels que les gouvernements, les entreprises et la société civile, ainsi que les chercheurs et les organismes scientifiques, à travailler ensemble sur un programme commun de prévention, d'adaptation et d'atténuation des risques et des impacts. Il est donc nécessaire que la réduction des risques liés aux pandémies et au climat fasse partie intégrante des politiques sanitaires et économiques nationales afin de renforcer la résilience des sociétés dans leur ensemble.

16. La recherche dépendant d'approches multidisciplinaires à travers les échelles spatiales et temporelles est nécessaire pour identifier des solutions efficaces en matière de politique et de gouvernance face à des défis aussi complexes que les pandémies et le changement climatique. Cependant, les organismes de financement de la recherche n'allouent actuellement pas suffisamment de fonds aux initiatives de recherche transdisciplinaires et multilatérales. La fragmentation institutionnelle exacerbe encore l'efficacité des divers efforts de recherche et rend plus difficile la contribution efficace de la science à l'élaboration des politiques. Pour promouvoir des transitions durables, la science multidisciplinaire doit être inclusive, équitable, coproductrice et rigoureuse.

17. En outre, des processus de partenariat et de collaboration entre toutes les parties prenantes sont nécessaires pour accélérer et adopter les technologies de régénération de l'environnement et d'amélioration de la qualité de vie. Dans ce contexte, les décideurs politiques, les praticiens du monde des affaires, les scientifiques, les chercheurs et les citoyens devraient travailler ensemble pour ajouter une valeur durable et renforcer les aspects positifs de l'effet de la technologie sur l'environnement. Comme la technologie change notre façon de vivre, elle continuera à avoir un impact profond sur la façon dont nous régénérons et protégeons la durabilité de notre environnement. Par conséquent, nous suggérons que le transfert de technologie soit effectué entre les membres du G20.

18. Nous, le groupe du S20, recommandons les mesures d'action suivantes.

19. Nous préconisons de renforcer la collaboration multidisciplinaire avec de multiples parties prenantes dans l'intérêt des personnes, de la planète et de la prospérité de toutes les parties.

20. Le développement technologique dans l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables, la construction de systèmes d'eau urbains et d'infrastructures publiques durables, la gestion durable des ressources naturelles, l'augmentation de la production alimentaire durable et la production de matériaux et de produits respectueux de l'environnement sont parmi les voies par lesquelles la politique technologique contribuera de manière significative à la réalisation des objectifs de développement durable. En outre, comme le besoin d'une recherche scientifique solide augmente, les pratiques de données ouvertes pourraient être encouragées pour améliorer la collaboration et le transfert de connaissances entre les membres du G20. L'adoption des données ouvertes devrait s'accompagner d'une politique et d'une éthique solides en matière de données.

21. Nous suggérons fortement de mener davantage de recherches sur la préparation aux pandémies et au changement climatique, par exemple, des recherches sur la transition énergétique.

Le système énergétique connaît des transitions rapides qui sont déclenchées par les derniers développements de la science et de la technologie, les réglementations actualisées, les préférences des consommateurs et la demande mondiale croissante d'énergie propre et abordable. Pourtant, de nombreux pays sont confrontés à différents défis énergétiques dans leur quête d'une économie à faible émission de carbone. L'utilisation de sources d'énergie renouvelables et la numérisation des systèmes énergétiques pour créer des systèmes énergétiques plus intelligents et plus flexibles sont essentielles pour assurer un processus de transition énergétique sans heurts. Une évolution vers des systèmes énergétiques décentralisés permettra à chacun de disposer d'une énergie stable et abordable. Un partenariat mutuel pour soutenir l'action climatique est nécessaire, reconnaissant l'importance d'une transition juste vers une économie à faible émission de carbone permettant une transition énergétique équitable et juste pour de nombreux pays. Le système de transition énergétique sera efficace et effectif s'il fournit un soutien approprié en matière de politique énergétique et des incitations financières par le biais d'approches fondées sur le marché.

22. Les membres du G20 doivent s'engager à soutenir le processus scientifique et technologique et à en élargir l'accès entre les pays membres. Le partage du soutien financier, des connaissances et des technologies entre les membres du G20 est considéré comme un mécanisme permettant de respecter ces engagements. Le G20 doit renforcer sa coopération afin de surmonter la pandémie et d'atténuer le changement climatique, et améliorer la contribution de la recherche scientifique et technologique, afin que personne ne soit laissé pour compte.

GARANTIR QUE LES PERSONNES SONT AU CENTRE

23. Les transformations sociales et économiques rapides sont liées à la hausse de la température mondiale et ont accéléré l'évolution des conditions de propagation des maladies transmissibles. Nous avons construit des économies et des communautés d'une manière qui a eu un impact négatif sur la santé et le bien-être des personnes. Nous devons tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour impliquer les gens dans la construction d'un système de santé interconnecté et d'une économie numérique qui bénéficient et créent des filets de sécurité pour tous. Nous pensons qu'ignorer les besoins des peuples a rendu nos sociétés et la structure mondiale plus vulnérables aux chocs.

24. Ainsi, nous proposons des recommandations pour assurer la durabilité et la résilience de nos sociétés et de la planète. Cela se fait en garantissant que toutes les personnes sont au centre des actions entreprises, en particulier les personnes en situation de vulnérabilité dans l'architecture mondiale de la santé et la transformation de l'économie numérique.

25. Pour réduire les disparités d'accès aux solutions, nous devons accroître les efforts pour intégrer les sciences sociales et humaines dans toutes les décisions de politique publique concernant les personnes, garantissant ainsi que les personnes sont au centre. Ainsi, nous devrions :

- Obtenir l'engagement de toutes les nations, de tous les gouvernements et de tous les segments de la société, jusqu'aux communautés locales et au niveau individuel, afin de mettre en place un effort collectif significatif et une participation profonde à tous les niveaux dans le but de relever les défis mondiaux ;
- Accroître la résilience de la société face à diverses formes de crises ;

- Transmettre des valeurs mondiales communes fondées sur des recherches nécessaires et appropriées en sciences sociales et humaines ;
- Améliorer la vie des gens, leurs moyens de subsistance et leurs chances de réussite face aux perturbations multidimensionnelles d'origine humaine (c'est-à-dire les conflits armés géopolitiques, les bouleversements sociaux, les conflits), qui provoquent d'autres catastrophes (catastrophes sanitaires, climatiques, énergétiques) ;
- Réduire les obstacles afin que tous les individus puissent bénéficier de l'accès universel à la santé, à l'éducation et à l'économie sociale mondiale ;
- Accroître l'engagement de tous les gouvernements participants, jusqu'au niveau local, à coopérer à l'effort mondial de collecte de fonds et d'harmonisation des normes en vue de la réalisation de l'architecture mondiale de la santé et la transformation de l'économie numérique ;
- Renforcer la résilience et l'adaptabilité pour faire face à la diversité qui prévaut entre les nations, les communautés et les individus au sein de l'architecture mondiale de la santé et la transformation de l'économie numérique ;
- Garantir à tous des services de santé publique et de transformation de l'économie numérique justes, inclusifs et abordables, afin que personne ne soit marginalisé ;
- Mettre en commun l'expertise, les connaissances, l'imagination et les valeurs des sciences humaines et sociales afin qu'elles soient au cœur des conversations publiques et politiques sur l'architecture mondiale de la santé et la transformation de l'économie numérique dans le monde ;
- Poursuivre ces objectifs dans tous nos domaines, nos contributions, notre enseignement/éducation et nos formes d'engagement public afin que la transformation de l'économie numérique puisse bénéficier au plus grand nombre ;
- Surmonter les difficultés de la solidarité humaine et poursuivre le développement commun dans l'harmonie ;
- Continuer à avancer vers un avenir commun pour l'humanité, et créer ensemble un meilleur avenir.

RENFORCER LE LIEN ENTRE LES DONNÉES, LA RECHERCHE, LES POLITIQUES ET LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE PRÉPARATION AUX PANDÉMIES ET DE REPRISE ÉCONOMIQUE

26. L'expérience de la gestion des conséquences de l'épidémie COVID-19 nous a enseigné la valeur de l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. De sérieux problèmes existent cependant dans les pays où les données sont insuffisantes et manquent de précision pour générer une telle politique. En effet, la résolution des problèmes complexes et croisés de santé, de changement climatique et de problèmes sociopolitiques et culturels, ainsi que la transition énergétique et la numérisation de l'économie, dépendent de chiffres et de preuves tangibles. Les politiques fondées sur des données valides et fiables ne fournissent pas seulement des solutions à court terme, mais génèrent également de bonnes pratiques d'inclusion et d'interconnexion des différentes parties et des divers secteurs de la vie humaine pour un avenir durable.

27. La pandémie de COVID-19 et la transformation de l'environnement écologique, économique et techno-socio-culturel marquent un tournant dans l'établissement d'un lien solide entre les données, la recherche, la politique et la pratique pour une politique et une prise de décision fondées sur des données probantes. Les multiples parties prenantes ont été confrontées à des défis majeurs pour traduire un ensemble en évolution rapide de nouvelles données et de preuves stockées dans des documents et des dispositifs numériques en efforts de réponse tangibles en matière de santé mondiale, de changement climatique, de transition énergétique et de numérisation de l'économie. La pandémie et le changement climatique créent également des situations dans lesquelles les décisions politiques en matière de santé et d'environnement reçoivent une attention publique sans précédent grâce à l'utilisation de divers médias et plateformes numériques.

28. Les relations de confiance et les structures de gouvernance dédiées à l'application agile des connaissances jouent souvent un rôle clé dans la promotion de l'utilisation des meilleures données et preuves disponibles pour une prise de décision réactive et opportune. Dans de trop nombreux pays cependant, la mentalité cloisonnée des institutions gouvernementales constitue toujours un défi technique et politique majeur pour les efforts visant à intégrer les connaissances issues des dernières données mondiales dans des politiques et programmes nationaux coordonnés. Un autre problème est l'incertitude et les informations incomplètes qui peuvent être présentées dans un nuage de désinformation. Le manque d'intégration des données entre divers secteurs conduit à des décisions politiques inappropriées qui manquent l'objectif d'un accès égal aux ressources économiques. Cette situation doit changer si nous voulons disposer d'une politique solide fondée sur des preuves, ainsi que d'un meilleur partage régional des données disponibles, d'un suivi et d'une évaluation de la mise en œuvre qui sont essentiels pour que les connaissances scientifiques atteignent leur plein potentiel pour avoir un impact positif sur la vie des gens.

29. Nous, le groupe du S20, recommandons les mesures d'action suivantes.

30. Pour renforcer la résilience face aux menaces qui pèsent sur la santé mondiale et le changement climatique, l'élaboration des politiques devrait :

- Favoriser l'adoption de politiques fondées sur des données probantes afin de renforcer la volonté et le leadership politiques ;
- Établir une conception institutionnelle pour faciliter l'échange d'informations scientifiques pour les décideurs.

31. Les pandémies, le changement climatique, la nécessité de mettre en place une transition énergétique juste et la numérisation de l'économie étant interdépendants, il convient de plaider auprès des décideurs politiques les résolutions suivantes :

- Incorporer l'inter-connectivité et l'inclusion de divers corps de connaissances et communautés ;
- Fournir un espace pour s'engager avec les jeunes, la société civile et les politiciens dans l'avancement de l'écosystème des preuves scientifiques vers les politiques aux niveaux mondial, régional et national ;
- Mettre en œuvre des solutions intersectorielles par le biais d'une analyse de données de haute qualité et d'une approche fondée sur les preuves et centrée sur les personnes, éclairée par une recherche inter, multi, transdisciplinaire et collaborative

- Soutenir les voies d'atténuation et les politiques d'adaptation.

32. Dans le suivi et l'évaluation des politiques fondées sur des données scientifiques en matière de changement climatique, de transition énergétique juste, de pandémies et de numérisation de l'économie, nous devrions :

- Faire participer toutes les parties prenantes, y compris le public et les communautés locales ;
- Garantir la transparence et l'accès aux données disponibles et traduisibles, tant au niveau local que mondial, sous diverses formes, y compris numériques.

Références

- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2022). "Résumé à l'intention des décideurs". In : Changements climatiques 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité". Contribution du groupe de travail II au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [H.-O. Portner, D.C., Roberts, M., Tignor, E.S., Poloczanska, K., Mintenbeck, A., Alegria, M., Craig, S., Langsdorf, S., Loschke, V., Moller, A., Okem, B., Rama, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK et New York, NY, USA, pp. 3-33, DOI : 10.1017/9781009325844.001. https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_FullReport.pdf.
- Commission mondiale sur les données probantes pour relever les défis sociétaux (2022). "Le rapport de la Commission sur les données probantes : Un appel au réveil et une voie à suivre pour les décideurs, les intermédiaires des données probantes et les producteurs de données probantes axées sur l'impact". Hamilton : McMaster Health Forum, 2022. ISBN (imprimé) : 978-1-927565-30-8, ISBN (en ligne) : 978-1-927565-31-5. https://www.mcmasterforum.org/docs/default-source/evidence-commission/evidence-commission-report.pdf?Status=Master&sfvrsn=2fb92517_5/Evidence-Commission-report
- Leopoldina (2022). "La nécessité d'une approche unique de la santé face aux zoonoses et à la résistance aux antimicrobiens". Leopoldina Nationale Akademie der Wissenschaften. Consulté le 22 juillet 2022 sur <https://www.leopoldina.org/en/publications/detailview/publication/the-need-for-a-one-health-approach-to-zoonotic-diseases-and-antimicrobial-resistance-2022/>.
- Un rapport conjoint de l'UNESCO, de l'UNICEF et de la Banque mondiale (2021). "Résumé exécutif. L'état de la crise mondiale de l'éducation : A Path to Recovery". La Banque internationale pour la reconstruction et le développement / la Banque mondiale, l'UNESCO et l'UNICEF. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/416991638768297704/pdf/The-State-of-the-Global-Education-Crisis-A-Path-to-Recovery.pdf>
- Commission internationale sur l'avenir de l'éducation, UNESCO (2021). "Réimaginer ensemble nos avenir : Un nouveau contrat social pour l'éducation". UNESCO, Paris, France. ISBN: 978-92-3-100478-0. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379707>
- Rapport sur les politiques de l'Association des académies et sociétés des sciences d'Asie (AASSA) (2021). "L'impératif de l'action climatique pour promouvoir la santé en Asie". Projet Changement climatique et santé.
- Conseil international des sciences (2021). "Libérer la science : Réaliser des missions pour le développement durable". Paris, France. Conseil international de la science. DOI : 10.24948/2021.04.
- Stern, N., Unsworth, S., Valero, A., Zenghelis, D., Rydge, J., Robins, N. (2020). "Stratégie, investissement et politique pour une reprise forte et durable : An Action Plan". Une analyse COVID-19 du Center for Economic Performance (CEP), document n° 005. Center for Economic Performance. <https://cep.lse.ac.uk/pubs/download/cepcovid-19-005.pdf>
- Bikomeye, J. C., Rublee, C. S., & Beyer, K. M. M. (2021). "Externalités positives de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique pour la santé humaine : A Review

- and Conceptual Framework for Public Health Research". *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 18(5), 2481. <https://doi.org/10.3390/ijerph18052481>
- Organisation mondiale de la santé. (2021). "Rapport spécial de la COP26 sur le changement climatique et la santé. L'argument sanitaire en faveur de l'action climatique". Organisation mondiale de la santé. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/346168/9789240036727-eng.pdf?sequence=1>
 - Hrynaszkiewicz, I., Simons, N., Hussain, A., Grant, R. et Goudie, S. (2020). " Correction : Développer un cadre de politique des données de recherche pour tous les journaux et éditeurs". *Data Science Journal*, 19(1), p.17.
 - Conseil consultatif des académies des sciences européennes (EASAC) Policy Report 38 (2019). "L'impératif de l'action climatique pour protéger la santé humaine en Europe". Projet sur le changement climatique et la santé. ISBN 978-3-8047-4011-2.
 - Fox, M., Zuidema, C., Bauman, B., Burke, T., et Sheehan, M. (2019). "Intégrer la santé publique dans les politiques et la planification en matière de changement climatique : State of Practice Update". *Journal international de la recherche environnementale et de la santé publique*, 16(18), 3232. <https://doi.org/10.3390/ijerph16183232>
 - Daú, G., Scavarda, A., Scavarda, L. F., et Portugal, V. J. T. (2019). " La chaîne d'approvisionnement durable des soins de santé 4.0 : Le cadre conceptuel de la transition vers l'économie circulaire avec le miroir de la responsabilité sociale des entreprises". *Sustainability (Suisse)*, 11(12). <https://doi.org/10.3390/su11123259>
 - Salas, R. N., & Jha, A. K. (2019). "Le changement climatique menace la réalisation de soins de santé universels efficaces". *BMJ*, 366 (septembre), 15302. <https://doi.org/10.1136/bmj.15302>
 - OCDE (2018). " Comblent le fossé numérique entre les sexes : Inclure, surcompétence, innover ". Organisation de coopération et de développement économiques. Consulté le 17 mars 2022 sur : <https://www.oecd.org/digital/bridging-the-digital-gender-divide.pdf>.
 - Zinsstag, J., Crump, L., Schelling, E., Hattendorf, J., Maidane, Y. O., Ali, K. O., Muhummed, A., Umer, A. A., Aliyi, F., Nooh, F., Abdikadir, M. I., Ali, S. M., Hartinger, S., Mäusezahl, D., de White, M. B. G., Cordon-Rosales, C., Castillo, D. A., McCracken, J., Abakar, F., ... Cissé, G. (2018). " Le changement climatique et l'unicité de la santé ". *FEMS Microbiology Letters*, 365(11), 1-9. <https://doi.org/10.1093/femsle/fny085>
 - Bell, J. E., Brown, C. L., Conlon, K., Herring, S., Kunkel, K. E., Lawrimore, J., Lubber, G., Schreck, C., Smith, A. et Uejio, C. (2018). "Les changements dans les événements extrêmes et les impacts potentiels sur la santé humaine". *Journal of the Air & Waste Management Association*, 68(4), 265-287. <https://doi.org/10.1080/10962247.2017.1401017>
 - Smith, K. R., Woodward, A., Campbell-Lendrum, D., Chadee, D. D., Honda, Y., Liu, Q., Olwoch, J. M., Revich, B., Sauerborn, R., Confalonieri, U., Haines, A., Chafe, Z., & Rocklöv, J. (2015). " Santé humaine : Impacts, adaptation et co-bénéfices ". Dans C. B. Field, V. R. Barros, D. J. Dokken, K. J. Mach, & M. D. Mastrandrea (Eds.), *Climate Change 2014 Impacts,*

Adaptation, and Vulnerability, 709-754. Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9781107415379.016>

- Holmner, Å., Rocklöv, J., Ng, N. et Nilsson, M. (2012). "Changement climatique et cybersanté : une stratégie prometteuse pour l'atténuation et l'adaptation du secteur de la santé". *Global Health Action*, 5(1), 18428. <https://doi.org/10.3402/gha.v5i0.18428>
- Greenhalgh, T. et Russell, J. (2009). "L'élaboration de politiques fondées sur des données probantes : A critique". *Perspectives en Biologie et Médecine*, 52(2) (printemps 2009) : 304-18.
- Gray, J.A.M. (2004). " L'élaboration de politiques fondées sur des données probantes : Il s'agit de prendre des décisions fondées sur des preuves et sur les besoins et valeurs de la population". *BMJ*, vol.329, 30 octobre 2004 : 988-989.
- Ham, C., Hunter, D.J. et Robinson, R. (1995). " Evidence Based Policymaking : Research must inform health policy as well as medical care", *BMJ*, vol.10, 14 janvier 1995 : 71-72.

Remerciements

Le S20 exprime sa plus profonde gratitude à toutes les parties qui ont contribué à la finalisation du Communiqué du S20 jusqu'à ce qu'il puisse être complété, approuvé par les membres du S20 et publié. Des remerciements particuliers sont également adressés aux parties suivantes : les académies des sciences et les académies des sciences sociales du G20, les partenaires de dialogue, les membres de l'Académie indonésienne des sciences et de l'Académie indonésienne des jeunes scientifiques, la task force, les partenaires de collaboration, les sherpas du G20, les groupes de travail et les groupes d'engagement, les comités du S20 et le secrétariat.

ACADÉMIES SIGNATAIRES

Victor A. Ramos

Président, Academia
Nacional de Ciencias Exactas,
Físicas y Naturales Argentine

Natalio Botana

Président, Argentine
Academia Nacional de la
Historia

Chennupati Jagadish

Président de l'Académie
australienne des sciences

Lesley Head

Président, Académie
australienne des sciences
humaines

Helena B. Nader

Président, Académie
brésilienne des sciences

Jeremy N. McNeil

Président, Société royale du
Canada

Hou Jianguo

Président de l'Académie
chinoise des sciences

Shi Taifeng

Président, Académie chinoise
des sciences sociales

Patrick Flandrin

Président, Académie des
Sciences, France

Gerald Haug
Président de l'Académie
nationale allemande des
sciences Leopoldina

Christoph Marksches
Président, Union des
académies allemandes des
sciences et des humanités

Chandrima Shaha
Président de l'Indian
National Science Academy

J. K. Bajaj
Président, Conseil indien de
la recherche en sciences
sociales

**Satryo Soemantri
Brodjonegoro**
Président, Académie
indonésienne des sciences

Roberto Antonelli
Président, Accademia
Nazionale dei Lincei,
Italie

Takaaki Kajita
Président, Conseil
scientifique du Japon

Ook Joon Yoo
Président, Académie
coréenne des sciences et des
technologies

Jang Moo Lee
Président, Académie
nationale des sciences de la
République de Corée

Susana Lizano-Soberó

Président, Académie
mexicaine des sciences

Anas Alfaris

Sherpa de la science20,
Arabie Saoudite

Jonathan Jansen

Président, Académie des
sciences d'Afrique du Sud

Muzaffer Şeker

Président, Académie des
sciences de Turquie

Adrian Smith

Président, Royal Society
United Kingdom

Julia Black

Président, British Academy

Marcia McNutt

Président, Académie
nationale des sciences, États-
Unis